

peut-il exploiter les antagonismes existants entre deux groupes de bandits internationaux ? Doit-il manœuvrer et faire des concessions ? Doit-il, le cas échéant, passer un « accord » avec l'un ou l'autre ? Oui, il le peut et il le doit. Je vote pour avoir recours à l'aide des brigands anglais contre les brigands allemands. » Cette position de Lénine se référait à une situation où l'attaque était déclenchée contre l'Union Soviétique et dans un moment où persistait la guerre entre deux groupes impérialistes. Il y avait donc là des possibilités permettant à la Russie d'utiliser les contrastes inter-impérialistes, mais de les utiliser non en appuyant l'un d'entre eux, mais d'affermir une position autonome de l'Etat prolétaire, celle-ci consistant à gagner un certain répit en vue de l'éclosion escomptée de mouvements révolutionnaires dans les pays capitalistes. La phrase de Lénine : « rester toujours fidèle à son propre drapeau, au drapeau du socialisme international, et à ses propres buts », n'était pas une affirmation littéraire pouvant couvrir l'abandon des positions communistes, mais exprimait concrètement le refus de la Russie à accepter la cause d'un des groupements impérialistes et se limitait à l'affaiblir l'impérialisme, qui menaçait directement la révolution d'Octobre. Cela n'a évidemment rien à voir avec la politique actuelle du centrisme russe, d'appui à la politique française considérée comme une « garantie » de paix. Il est évident que la politique de Lénine n'était pas exempte de dangers. D'autre part, ce n'est pas dans des circonstances aussi exceptionnelles, qu'il est possible de retrouver les fondements de principe sur lesquels l'Etat ouvrier fonde sa politique en cas de guerre, mais il y a là un autre problème et il ne nous intéresse momentanément que de prouver que la tentative actuelle des centristes de se couvrir de Lénine pour justifier leur position actuelle, n'est qu'une vulgaire falsification.

La retraite de la Nep en 1921, qui s'accompagnait de la signature de l'accord anglo-russe, devait précéder la première participation de la Russie à la Conférence impérialiste de Gênes, au printemps de 1922. A cette époque un profond changement se reflète dans l'attitude de la Russie, ce qui est prouvé par la déclaration de Tchitchérine, à Gênes. Il y déclara notamment : « la délégation russe tient à déclarer avant tout qu'elle s'est rendue ici dans l'intérêt de la paix et de la reconstruction générale de la vie économique de l'Europe ruinée par une guerre prolongée et par la politique de l'après-guerre. Tout en conservant elle-même le point de vue des principes communistes, la délégation russe reconnaît que dans la période actuelle de l'histoire, qui permet l'existence parallèle de l'ancien ordre social et du nouvel ordre naissant, la collaboration économique entre les Etats représentants ces deux systèmes de propriété, apparaît comme impérieusement nécessaire pour la reconstruction économique générale. » Un langage qui contraste déjà avec les déclarations initiales des thèses d'Ossinsky et qui ne fait qu'exprimer l'opposition entre la situation de 1919, posant à l'ordre du jour le problème de la révolution dans tous les pays, et la situation de 1922 qui s'ouvrait après le reflux de la vague révolutionnaire de l'immédiat après-guerre. A cette époque devait aussi être signé le Traité Russo-Allemand de Rappalo. Les événements de 1923, en Allemagne, (où la position du P. C. A. devait subir les à coups de ce Traité, au travers de la politique préconisée par Radek : l'appui à la libération nationale de l'Allemagne du joug de l'impérialisme français) devaient prouver l'élément profondément négatif que constituait la solution donnée par l'Etat russe aux problèmes de ses rapports avec les Etats capitalistes, sans pouvoir s'en rapporter à une expérience historique.

Les propositions soviétiques présentées lors de l'ouverture de la Conférence du désarmement en 1932, ont des points de contact avec la position défendue par Tchitchérine à la Conférence de Gênes de 1922. Ce n'est donc pas, nous le répétons, dans l'attitude de Lénine en 1917 qu'il faudra rechercher la base de la transformation qui s'exprime actuellement par l'entrée des Soviets dans la Société des Nations, mais dans la modification qui s'est vérifiée en 1921-22 dans les positions générales des Soviets. Les matériaux pour la construction d'une doctrine de l'Etat prolétarien devront donc tenir compte de l'attitude initiale de 1922 pour comprendre 1932 et 1934.

Le discours de Litvinov, du 29 mai 1934, est très clair. Il ne s'agit plus de propositions de désarmement, comme en 1932, de propositions que le centrisme pouvait

présenter comme une manœuvre de démasquement du capitalisme, trompant les masses avec ses discours sur le désarmement, mais « de constater l'inanité évidente de cette discussion sur le désarmement, étant donné qu'il n'existe aucune proposition qui ait la chance de recevoir une approbation générale ». Et plus loin, après avoir dit que la conclusion logique serait la fin de la Conférence elle-même, Litvinov ajoute : « la délégation soviétique continue, comme je l'ai déjà dit, à partir d'une large conception de la Conférence en ce sens qu'elle a pour but de réaliser au moyen du désarmement une des garanties de la paix. C'est pour quoi il ne s'agit pas du désarmement lui-même, qui n'est qu'un moyen, que des garanties de la paix. » Et quand il s'agira de préciser ces garanties de la paix, Litvinov affirmera : « cela peut être aujourd'hui la sécurité et demain le désarmement. On m'exusera si j'emploie fréquemment l'expression de sécurité qui apparaît à un grand nombre d'entre nous comme l'ennemi du désarmement, mais je ne trouve aucune expression convenable pour caractériser ce que l'on entend par la notion de sécurité. » L'adhésion russe à la thèse française de la sécurité, condition essentielle et préalable pour le désarmement, ne pouvait être plus ouverte. Ce qui caractérise le dernier discours de Litvinov, c'est le fait que la Russie appuie la politique de l'impérialisme français, la politique de ces « brigands » qui, pour défendre leur hégémonie actuelle, s'opposent au nom de la paix aux brigands de l'Allemagne, que les Soviets pourraient soutenir demain ces pays qui, pour reconquérir leurs positions impérialistes, diront que la paix véritable consiste dans une meilleure et plus équitable répartition du monde. En somme la politique de la Russie subit un nouveau changement par rapport à 1932 ; elle considère le désarmement en fonction de la politique française, se basant sur le maintien du statu quo. D'autre part, nous trouvons une confirmation de la modification subie par la politique russe dans l'attitude actuelle du P.C. sarrois. Au mot d'ordre précédent de la Sarre Rouge dans l'Allemagne Soviétique est substitué l'appel au maintien du statu quo. La déclaration actuelle du P.C. sarrois, dira par exemple : « notre patrie sarroise souffre sous la pression du gouvernement de la Société des Nations. La famine frappe ici aussi aux portes des pauvres. Les petits paysans et les couches moyennes souffrent d'une grande misère. Avec ses bras de vampire, le capitalisme des Röchling et des Wolf, qui sont liés étroitement avec les fabricants d'armes internationaux, Krupp et le Creusot, enserrant notre pays sarrois, pille et décourage le peuple travailleur. » Voilà donc l'image réelle du statu quo, pour lequel le parti communiste sarrois prendra position.

Par ailleurs, un certain Müller, dans un petit article « léniniste », paru dans la « Correspondance Internationale », dira ouvertement qu'il s'agit là d'un changement d'orientation nécessité par « les tournants brusques de la situation » et aussi basé sur le fait que même tous les adversaires de la révolution prolétarienne sont obligés de reconnaître l'essor révolutionnaire qui se réalise en Allemagne. Cette dernière constatation pousse Müller à adopter tranquillement une position « léniniste », ce qui signifie évidemment appeler les ouvriers à voter pour le statu quo, alors que si vraiment existait cet essor révolutionnaire en Allemagne, il est évident que le devoir des communistes sarrois seraient de s'y joindre.

L'entrée de la Russie dans la S. D. N. pose immédiatement le problème de la participation de la Russie à l'un des blocs impérialistes pour la prochaine guerre. Le caractère impérialiste de cette guerre ne sera nullement changé par la participation de la Russie Soviétique, de même que lors de la dernière guerre, la participation d'Etats prés capitalistes ne posait pas pour les marxistes la perspective d'un appui à ces Etats, comme Marx pour la guerre de l'indépendance polonaise.

Le caractère d'une guerre n'est pas donné par la nature spécifique de chacun des Etats qui y participent, mais résulte du caractère du conflit dans son ensemble. Ce fait doit nous pousser à prendre une position unitaire, générale et analogue pour tous les pays, en ce qui concerne la guerre. La transformation de la guerre impérialiste en guerre civile sera la devise sous laquelle se rencontreront les prolétaires communistes, la Russie y comprise. Au moment où la Russie proclame que la défense de ses frontières se fera par l'appui à un des blocs impérialistes, le devoir du prolétariat est de proclamer, sans hésitation, que la défense des conquêtes de la Révolution d'Octobre se fera au cours de la lutte pour le déclenchement de la guerre civile et le triomphe de la révolution communiste.